



Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord
46 Avenue des Colonies
33510 ANDERNOS LES BAINS

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de
services













Impression des supports de communication de la COBAN

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 1^o du code de la commande publique.

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services <u>Objet</u> : Impression des supports de communication de la COBAN
	<u>Acheteur</u> : Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord 46 Avenue des Colonies 33510 - ANDERNOS LES BAINS
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services
	Territoire de la COBAN
	L'accord-cadre est divisé en 2 lots.
	La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.
	La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.
	En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

PARTIE 1.PRÉAMBULE.....	4
PARTIE 2.DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1.OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 2.DURÉE.....	5
ARTICLE 3.ACCORD-CADRE	6
3.1.TYPE D'ACCORD-CADRE	6
3.2.TYPE D'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4.DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 5.ASSURANCES	6
ARTICLE 6.INTERVENANTS.....	6
6.1.SOUS-TRAITANCE.....	6
6.2.GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	7
PARTIE 3.PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7.CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
7.1.MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	8
7.2.CONTENU DU PRIX.....	8
7.3.VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 8.AVANCE.....	9
ARTICLE 9.RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 10.MODALITÉS DE PAIEMENT	9
10.1.DÉLAI DE PAIEMENT.....	9
10.2.FACTURATION	10
PARTIE 4.MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	11
ARTICLE 11.MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	11
ARTICLE 12.EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 13.DÉVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 14.PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	13
ARTICLE 15.PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
15.1.RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
PARTIE 5.CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE	14
ARTICLE 16.RÉCEPTION	14
ARTICLE 17.DÉLAI DE GARANTIE.....	14
PARTIE 6.CLUSES DIVERSES.....	15
ARTICLE 18.CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	15
PARTIE 7.DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	16
ARTICLE 19.PÉNALITÉS ET PRIMES	16
ARTICLE 20.MESURES COERCITIVES.....	16
ARTICLE 21.CAS DE RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 22.LITIGES ET DIFFÉRENDS	17
PARTIE 8.DÉROGATIONS AU CCAG.....	18

PARTIE 1. PRÉAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : Impression des supports de communication de la COBAN.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

- **Lot 1 “Impression des supports de communication de la COBAN” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 45 000,00 € HT (annuel)

- **Lot 2 “Impression des supports techniques et d'étiquetage” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 25 000,00 € HT (annuel).

ARTICLE 2. DURÉE

Pour l'ensemble des lots

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le **15 septembre 2026** ou le jour de la notification au(x) titulaire(s) si celle-ci intervient postérieurement au 15 septembre 2026.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Le présent accord cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter du 15 septembre 2026.

Délai d'exécution :

Pour les prestations d'impression figurant au bordereau des prix unitaires : les prestations devront être exécutées et livrées dans un **délai maximum de 7 jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande.

Toutefois, le(s) titulaire(s) pourra(ont) s'engager sur un délai moindre d'exécution et de livraison à l'acte d'engagement, ce délai deviendra alors délai contractuel.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande et aux lieux indiqués sur le bon de commande.

Il sera également demandé au titulaire d'intégrer à son offre une proposition permettant de palier à des impressions et livraisons en urgence sous 72h.

Le délai d'exécution des bons de commande correspond au délai, en jours ouvrés, sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 2 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Prestations similaires :

Les lots pourront faire l'objet de prestations similaires. En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en

concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 3. ACCORD-CADRE

3.1. Type d'accord-cadre

3.2. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Bordereau de prix (BPU) pour chacun des lots
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix sont révisés annuellement

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$$\text{CR} = 0,15 * c1/C1 + 0,85$$

Où

- c1 = indice 10764131 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes en vigueur Dernier indice connu au mois de la révision
- C1 = indice 10764131 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes en vigueur Mois remise des offres

Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, la valeur initiale du ou des indices ou index à prendre en compte ne correspond pas à celle de la date de remise de l'offre par le titulaire.

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

ARTICLE 8. AVANCE

L'option B du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande si sa durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance accordée est à hauteur de 5% d'un montant égal à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci (mentionné en mois).

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT

10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

10.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord

SIRET :

- 24330150400052
- 24330150400094
- 24330150400102
- 24330150400078
- 24330150400060
- 24330150400086

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION

ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

Echange avant impression et le BAT

Chaque prestation fera l'objet d'un échange avec les services de la COBAN et le prestataire afin que ce dernier connaisse les spécifications techniques précises attendues relatives à la commande et au fichier à imprimer.

Chaque prestation devra être validée avant impression, par la remise d'un BAT par mail ou via un logiciel spécifique en ligne au service communication (communication@coban-atlantique.fr), dans les 24h à compter de l'envoi du fichier.

Le BAT sera validé par retour de mail du service communication ou directement via le logiciel spécifique.

Dans certains cas particuliers un BAT machine sur site pourra être demandé. La COBAN attend également que le prestataire soit force de propositions et en mesure de faire des recommandations techniques pour garantir la qualité du rendu. Dans un souci environnemental une optimisation du papier sera également demandée.

A l'aide des BAT numériques existants, le candidat devra être en mesure de réaliser un flipbook compatible avec tous les supports numériques sans achat ou abonnement en ligne.

De manière occasionnelle, il pourra être demandé au prestataire de réaliser une retouche graphique directement sur le fichier à imprimer (changement de date, suppression d'une information, changement de couleur, suppression d'un logo, etc). Le prestataire devra être en capacité à savoir utiliser les logiciels de retouche graphique de PAO (suite Adobe).

ARTICLE 12. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Livraison :

Adresse de livraison :

Les impressions seront livrées majoritairement à la COBAN, 46 avenue des Colonies, 33510 ANDERNOS LES BAINS ou sur le territoire du Bassin d'Arcachon.

La livraison devra s'effectuer de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, du lundi au vendredi.

Le titulaire du marché devra scrupuleusement respecter les indications portées sur les bons de commandes.

Toute fourniture ne correspondant pas à un bon de commande restera à la charge du titulaire du marché, sans que ce dernier n'ait un quelconque recours contre la collectivité.

Le conditionnement des impressions devra être fait de façon à ne pas les détériorer pendant le transport ou le stockage.

Les frais et risques de transport des impressions incombent au titulaire du présent marché. Ce dernier est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

La COBAN impose des spécifications socio-environnementales minimales suivantes : label Imprim 'vert, papier FSC, PEFC, FFC et/ ou comportant une part significative de fibres recyclées permettant de limiter l'impact environnemental lié à la production du papier. Également l'utilisation d'encre limitant les impacts environnementaux, telles que des encres végétales ou à faible teneur en composés organiques volatils (COV).

A ce titre, le candidat devra fournir les informations nécessaires concernant le type de matériaux proposé, les éventuelles certifications ou labels associés, ainsi que leurs caractéristiques environnementales.

Le titulaire s'engage à :

- Faire éliminer de façon conforme à la réglementation preuves à l'appui les déchets suivants :
 - Chimies plaques et films usagées ;
 - Solvants de nettoyage usagés ;
 - Chiffons souillés ;
 - Cartouches jet d'encre et toner ;
 - Boîtes d'encre ;
 - Déchets liquides ou pâteux d'encres, de colles, de vernis, huiles ;
 - Solution de mouillage usée ;
 - Déchets Électriques et Électroniques.
- Sécuriser le stockage des liquides neufs dangereux et des déchets liquides en cours d'utilisation ou non. On entend par sécurisation, en cas de fuite :
 - L'absence de risque pour les opérateurs,
 - L'absence de risque de pollution accidentelle.
- Ne pas utiliser de produits étiquetés « toxiques » (symbole « tête de mort »).

Les attestations, preuves ou autre document de preuve seront remis lors de la remise des offres.

ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché prévoit une clause de réexamen, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévus au BPU. La collectivité détermine, par ordre de service simple, les nouveaux travaux et/ou fourniture qu'elle escompte ajouter à la définition et au Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix nouveaux seront introduits par ordre de service sous certaines conditions :

- Le prix nouveau devra être en lien direct avec l'objet de l'accord cadre

Les rajouts au B.P.U contractuel n'impactent pas le montant maximum annuel.

ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 16. RÉCEPTION

Déroulement des opérations de vérification :

Par dérogation à l'article 28 du CCAG fournitures courantes et services, les prestations ne seront réputées admises qu'après contrôle par les personnes habilitées et mise en paiement de la facture.

Toute prestation non conforme, présentée endommagée ou incomplète et ne respectant pas les doléances prévues au présent marché sera refusée et son remplacement sera à la charge complète du fournisseur, tout frais compris.

Les prestations dont la livraison n'aura pu avoir lieu pour ces motifs, seront considérées comme n'ayant pas été livrées. La Collectivité aura dans ce cas la faculté, sans mise en demeure préalable, d'appliquer les pénalités de retard prévues.

ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaire à compter de la date d'effet de l'admission.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 18. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

ARTICLE 19. PÉNALITÉS ET PRIMES

Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des Pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services. L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait

de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune d'indemnisation

ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux
Tél. : 05.56.99.38.00
Fax : 05.56.24.39.03
Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité consultation interrégional de règlement amiable des litiges aux marchés publics
Tél. : 05 54 68 99 56
Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots :

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.